

Octobre 2025

Adapter les programmes de conservation aux réalités agricoles canadiennes

Rapport *perspective* préparé
pour l'ICPA par Elisabeta Lika



Rapport
Perspective



Institut canadien de politique agroalimentaire
960, avenue Carling, Édifice CEF 60
Ottawa (Ontario) K1A 0C6
capi-icpa.ca

La mission de l'Institut canadien de politique agroalimentaire est de diriger l'élaboration des politiques, de collaborer avec des partenaires et de promouvoir des solutions politiques dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation.



Partenariat canadien pour
une agriculture durable



Techno
nature

Canada

Ce rapport a été financé en partie par *Agriculture et Agroalimentaire Canada* dans le cadre du *Programme d'agricompétitivité du Partenariat pour l'agriculture durable* et est soutenu en partie par la Fondation RBC par l'intermédiaire de RBC Tech for Nature dans le cadre de l'initiative environnementale plus large de l'ICPA, À l'avant-garde des solutions durables.

Les résultats, interprétations et conclusions présentés dans ce rapport sont ceux de son auteur uniquement.

Afin de garantir la validité et la qualité de ses travaux, l'ICPA exige que tous les rapports perspective fassent l'objet d'une évaluation par les pairs. L'ICPA remercie les pairs d'évaluateurs pour leur commentaires sur une première version de ce rapport.

Des objectifs nationaux aux réalités agricoles

Comprendre les programmes de conservation dans l'agriculture canadienne

POURQUOI C'EST IMPORTANT

Les exploitations agricoles gèrent **62 millions d'hectares** et génèrent une **production annuelle de 150 milliards de dollars**.



EN BREF



Seuls environ **7 %** des producteurs déclarent bien connaître les programmes de conservation disponibles.



Environ **un tiers** d'entre eux ont déjà participé à au moins un programme.



Seuls **4 %** citent les paiements gouvernementaux comme un facteur déterminant dans les décisions d'utilisation des terres.



63 % classent la santé des sols comme leur principale priorité environnementale.

POINTS FORTS



La mise en œuvre locale renforce la confiance : les programmes menés par les districts hydrographiques, les groupes de producteurs ou les organismes de conservation suscitent souvent un engagement plus fort.



Lien avec la productivité : les pratiques qui améliorent également le rendement agricole, comme la santé des sols ou la rétention d'eau, sont plus susceptibles de perdurer.



Une conception sur mesure est importante : le soutien sectoriel (par exemple, les infrastructures de pâturage du bétail) tend à être plus largement adopté que les modèles nationaux uniformes.

POINTS FAIBLES



Clarté : les différentes interprétations de la « conservation » ou de la « durabilité » créent une confusion quant aux objectifs..



Structure du programme : Des modèles uniformes et des règles complexes ne conviennent souvent pas à la diversité des exploitations agricoles canadiennes.



Données et confiance : Les préoccupations concernant la propriété, la confidentialité et l'utilisation réglementaire des données agricoles limitent la participation.



Échelle financière : Les incitatifs sont perçus comme trop faibles pour soutenir la concurrence face aux pressions du marché et de l'utilisation des terres.

LA VOIE À SUIVRE

- **Prestation locale :** Utiliser des plateformes régionales de confiance pour simplifier l'accès et instaurer la confiance.
- **Conception flexible :** Adapter les programmes au type d'exploitation, à sa taille et aux besoins régionaux.
- **Incitations intelligentes :** Se concentrer sur les pratiques qui ajoutent une réelle valeur et des résultats récompensés.
- **Mesures claires :** Commencer par une base de référence et suivre quelques indicateurs clés.
- **Fiabilité des données :** Soutenir les modèles centrés sur l'agriculteur qui protègent la confidentialité et ajoutent de la valeur.

Note de l'ICPA

Les agriculteurs canadiens gèrent plus de 62 millions d'hectares de terres. Leurs décisions n'ont une incidence que sur l'approvisionnement alimentaire, mais aussi sur la santé des sols, la qualité de l'eau et la biodiversité. À mesure que les pressions sur l'agriculture s'intensifient, le défi consistant à soutenir à la fois la productivité et la conservation devient de plus en plus urgent.

Les programmes de paiements pour la conservation sont l'un des principaux outils utilisés par les gouvernements, les organismes philanthropiques et le secteur privé pour relever ce défi. En principe, ils permettent de partager les coûts des pratiques qui apportent des avantages environnementaux à la population. En pratique, leur efficacité dépend de leur capacité à refléter la réalité des exploitations agricoles et de la perception qu'en ont les agriculteurs en termes d'accessibilité et de crédibilité.

Le présent rapport s'appuie sur une enquête nationale menée auprès des agriculteurs afin d'étudier comment ces programmes sont éprouvés sur le terrain. L'objectif est d'encourager une discussion constructive sur la manière dont les paiements pour la conservation peuvent être améliorés et renforcés en tant qu'outil efficace tant pour les agriculteurs que pour l'environnement.

Ce rapport s'inscrit dans le cadre d'une initiative plus large de l'ICPA visant à explorer comment la conservation et l'agriculture peuvent progresser ensemble, en reconnaissant leur rôle commun dans la préservation des systèmes fonciers et alimentaires du Canada. D'autres travaux s'appuieront sur ces conclusions pour favoriser un dialogue éclairé et des solutions politiques pratiques.

Points saillants

- **La connaissance et la participation aux programmes de conservation restent faibles.** Seuls 7 % des agriculteurs connaissent très bien les programmes disponibles, et seulement un tiers y ont participé, ce qui souligne la nécessité d'améliorer la sensibilisation et l'engagement.
- **Les paiements gouvernementaux pour la conservation n'influencent pas les décisions agricoles.** Les coûts des intrants et les prix des produits de base sont les principaux facteurs qui influencent l'utilisation des terres, tandis que les paiements gouvernementaux pour la conservation sont rarement un facteur déterminant.
- **Les obstacles à la participation sont clairs et cohérents.** La complexité du processus des demandes, l'insuffisance des paiements et la rigidité des exigences sont les raisons les plus courantes pour lesquelles les agriculteurs ne participent pas aux programmes existants.
- **La diversité agricole du Canada nécessite des solutions sur mesure.** Les différences régionales et entre exploitations agricoles en matière de priorités, de défis et de préférences montrent qu'une approche unique n'est pas efficace.
- **Les agriculteurs veulent des programmes qui relient les objectifs économiques et environnementaux.** Ils sont favorables à des programmes plus simples, plus souples et adaptés à leur région, qui les aident à améliorer à la fois leur rentabilité et leur gestion.

Matières

NOTE DE L'ICPA	4
POINTS SAILLANTS	4
MATIÈRES	5
DÉFINITION DU PROBLÈME	6
DANS QUELLE MESURE LES PROGRAMMES DE CONSERVATION ACTUELS FONCTIONNENT-ILS BIEN?	7
Faible sensibilisation et participation inégale	7
Faiblesse des incitations financières	8
Complexité administrative et conception des programmes	9
Questions relatives à la confiance et à la valeur perçue	10
POURQUOI L'IMPACT DES PROGRAMMES DE CONSERVATION RESTE LIMITÉ	11
La taille de l'exploitation et l'expérience des agriculteurs influencent les décisions en matière de conservation	11
Facteurs régionaux et économiques influant sur les décisions en matière de conservation	12
POLICY RECOMMENDATIONS	13
Concentrer les incitations sur des changements qui ne se produiraient pas autrement	13
Rendre les programmes pertinents pour les producteurs	14
Design effective and adaptable conservation programs	15
CONCLUSION	16



Définition du problème

Les exploitations agricoles canadiennes contribuent à l'économie du pays d'un façon important. En 2024, le secteur a produit environ 150 milliards de dollars de marchandises et exploité plus de 62 millions d'hectares de terres. Les agriculteurs sont au cœur des débats sur la manière d'équilibrer la croissance économique et la protection des terres et de l'eau pour les générations futures.

Depuis des années, le gouvernement utilise des programmes de paiements pour la conservation afin de soutenir les pratiques plus écologiques dans les exploitations agricoles. Ces programmes rémunèrent les agriculteurs qui prennent des mesures pour protéger l'environnement, telles que l'amélioration de la santé des sols ou la réduction de l'utilisation d'engrais. L'idée de base est que la conservation peut entraîner un surcroît de travail ou une baisse des profits, et que les paiements aident à couvrir ces coûts. Contrairement aux États-Unis, qui ont mis en place des programmes directs de mise en jachère, tels que le Conservation Reserve Program (CRP), qui rémunèrent les agriculteurs pour qu'ils retirent des terres cultivables de la production afin d'obtenir des avantages environnementaux, les programmes canadiens soutiennent généralement l'adoption de pratiques plus écologiques sur les terres agricoles exploitées ou la transition entre les utilisations agricoles.

L'un des principaux défis réside dans le fait que les objectifs de nombreux programmes de conservation ne sont pas toujours clairs. Les agriculteurs, les décideurs politiques et les groupes de conservation se demandent souvent ce que ces programmes cherchent à accomplir et pourquoi. Lorsque les programmes n'indiquent pas clairement ce qu'ils cherchent à conserver, il devient difficile de savoir à quoi ressemble le succès ou comment les décisions doivent être prises. En conséquence, de nombreux programmes deviennent dispersés ou perdent leur objectif.

Il est également important de s'entendre sur les termes utilisés. Même des mots simples comme « biodiversité » ou « conservation » peuvent avoir des significations très différentes selon les personnes concernées. Par exemple, un agriculteur peut considérer la biodiversité comme la gamme de cultures cultivées, tandis qu'un groupe de défense de la faune sauvage peut la considérer comme la protection des espèces rares. Sans s'entendre au préalable sur les définitions, il devient difficile de fixer des objectifs, de mesurer les progrès ou d'expliquer ce qui devrait changer.

La mesure des résultats est un autre défi pour ces programmes. Lorsque les objectifs sont vagues ou évoluent au fil du temps, il est difficile de déterminer ce qui s'est amélioré ou à qui en attribuer le mérite. La mesure directe des impacts est souvent coûteuse, voire impossible. Pour contourner ce problème, de nombreux programmes mesurent plutôt le nombre d'exploitations agricoles qui participent ou adoptent certaines pratiques, mais ces chiffres ne reflètent pas toujours l'amélioration réelle de l'environnement.

La manière dont les programmes sont conçus influence également sur les participants. Certains agriculteurs sont plus enclins à rejoindre des programmes présentés comme des opportunités d'amélioration plutôt que comme des solutions à un problème. Lorsque les programmes définissent un objectif clair et décrivent les avantages, les agriculteurs peuvent mieux comprendre comment leur travail s'inscrit dans ce cadre.

Il ne s'agit pas là de questions mineures. L'absence d'objectifs clairs, la confusion des termes, la conception des programmes et la difficulté à mesurer les résultats constituent des obstacles majeurs à la réussite. Des efforts continus sont nécessaires pour rassembler tous les groupes, fixer des objectifs pratiques et améliorer les résultats de ces programmes.

Les résultats de l'enquête nationale menée par l'ICPA auprès des agriculteurs canadiens apportent un éclairage supplémentaire. Les agriculteurs continuent de prendre la plupart de leurs décisions en fonction des coûts et des prix, mais la plupart d'entre eux se soucient également de la protection des terres et des sols. Par exemple, 63 % des agriculteurs ont cité la santé des sols comme leur principale préoccupation environnementale. Malgré cela, très peu d'entre eux citent les paiements pour la conservation comme un facteur économique déterminant. Seuls 4 % ont déclaré que ces paiements étaient les plus importants pour leurs choix commerciaux, et seulement 7 % ont déclaré connaître les options offertes par les programmes. Les obstacles les plus courants sont la complexité du processus de l'application, la faiblesse des taux de paiement et des règles qui ne correspondent pas aux besoins quotidiens.

Les différences entre les régions du pays sont évidentes. Dans l'est du Canada, de nombreux agriculteurs s'inquiètent de la perte de terres

agricoles et s'intéressent davantage aux paiements pour la conservation. Dans l'ouest, les agriculteurs se concentrent davantage sur la stabilité de leur activité et les fluctuations du marché. Dans toutes les régions, les producteurs affirment vouloir des programmes plus simples, flexibles et adaptés à la fois à l'activité agricole et à l'environnement.

Le présent rapport se concentre sur trois questions destinées à favoriser une discussion inclusive et à contribuer à l'élaboration de programmes de conservation à la fois pratiques et largement reconnus :

- Qu'est-ce qui ne fonctionne pas bien dans les programmes de conservation actuels ?
- Pourquoi une approche plus flexible et axée sur les régions pourrait convenir à l'agriculture canadienne?
- Comment une nouvelle conception pourrait soutenir à la fois l'activité agricole et la nature sans imposer de compromis?

Dans quelle mesure les programmes de conservation actuels fonctionnent-ils bien?

L'enquête révèle des défis persistants dans le paysage des programmes de conservation au Canada, notamment une faible participation, des règles complexes et la difficulté d'adapter le soutien aux réalités des exploitations agricoles. Ces résultats suggèrent que des améliorations sont nécessaires dans la conception et la mise en œuvre des programmes.



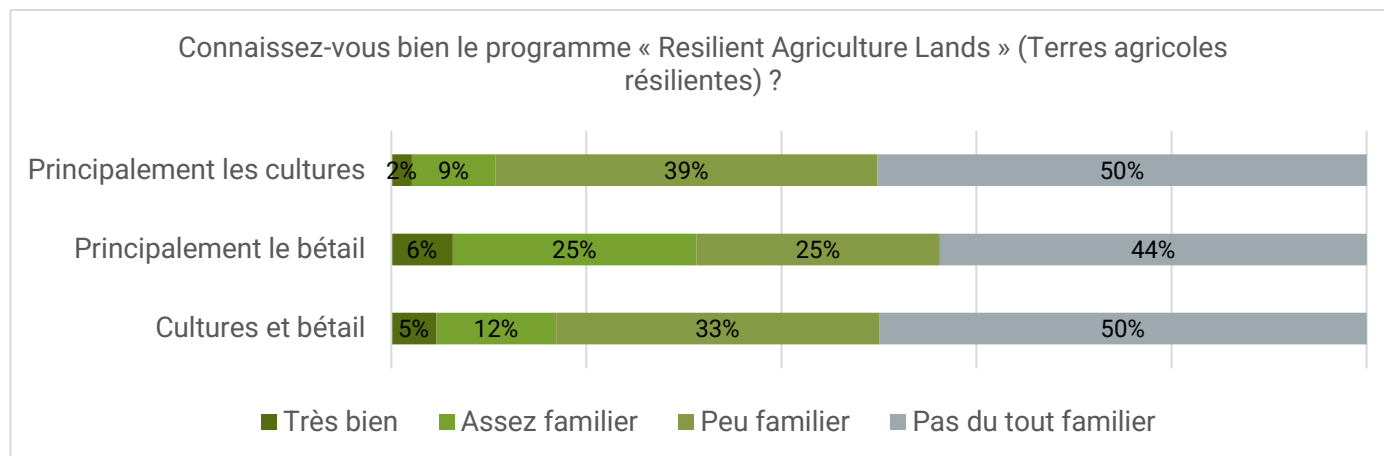
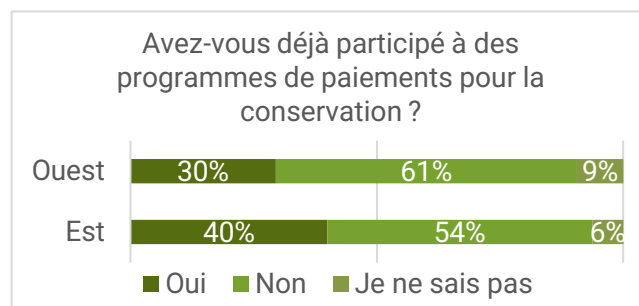
Faible sensibilisation et participation inégale

Les agriculteurs de tout le Canada ont accès à un large éventail de programmes de conservation, mais la plupart d'eux ne les considèrent pas comme faisant partie de leurs activités quotidiennes. Les réponses à l'enquête montrent que seul un petit groupe d'agriculteurs se dit très familier avec les programmes de conservation fédéraux et provinciaux, et que beaucoup ne sont pas bien informés sur les options spécifiques offertes par ces programmes.

Des programmes récents tels que le [Programme de paysages agricoles résilients](#) (PPAR)¹ soulignent davantage ces questions. Bien qu'il s'agisse d'une nouvelle initiative majeure dans le cadre du

¹ Le Programme pour des paysages agricoles résilients (PPAR), un programme fédéral-provincial-territorial à frais partagés de 250 millions de dollars relevant du [PAC durable](#), a été mis en place à l'échelle du Canada afin d'aider les producteurs à préserver et à renforcer la résilience des paysages agricoles. Ce nouveau programme utilise une approche de paiement pour les biens et services écologiques afin de soutenir l'adoption de mesures à la ferme. Il est conçu et mis en œuvre par les provinces et les territoires afin de refléter les conditions locales et les besoins régionaux. Le RALP vise à compléter d'autres programmes, tels que le [Fonds d'action climatique agricole - Solutions climatiques agricoles](#), afin de lutter contre les changements climatiques.

Partenariat canadien pour l'agriculture durable, la reconnaissance et la notoriété du PPAR sont limitées. Cela s'explique en partie par le fait qu'il s'agit d'un programme relativement nouveau et que certaines provinces octroient des fonds dans le cadre d'initiatives locales établies (par exemple, Farmland Advatange et Delta Farmland & Wildlife Trust en Colombie-Britannique), plutôt que sous le nom du PPAR, entre autres facteurs.



Les taux de participation reflètent ces difficultés de sensibilisation. Selon les réponses au sondage, seulement environ un tiers des agriculteurs ont participé à un programme de conservation, et la plupart ne l'ont pas fait. Les différences régionales sont évidentes, les agriculteurs de l'est du Canada déclarant un taux de participation plus élevé que ceux de l'ouest. Les entreprises plus grandes et établies de longue date sont plus susceptibles de s'inscrire que les petites entreprises ou celles nouvellement créées. Cela suggère que la portée et l'engagement des programmes actuels varient considérablement selon le type d'exploitation agricole et les régions.

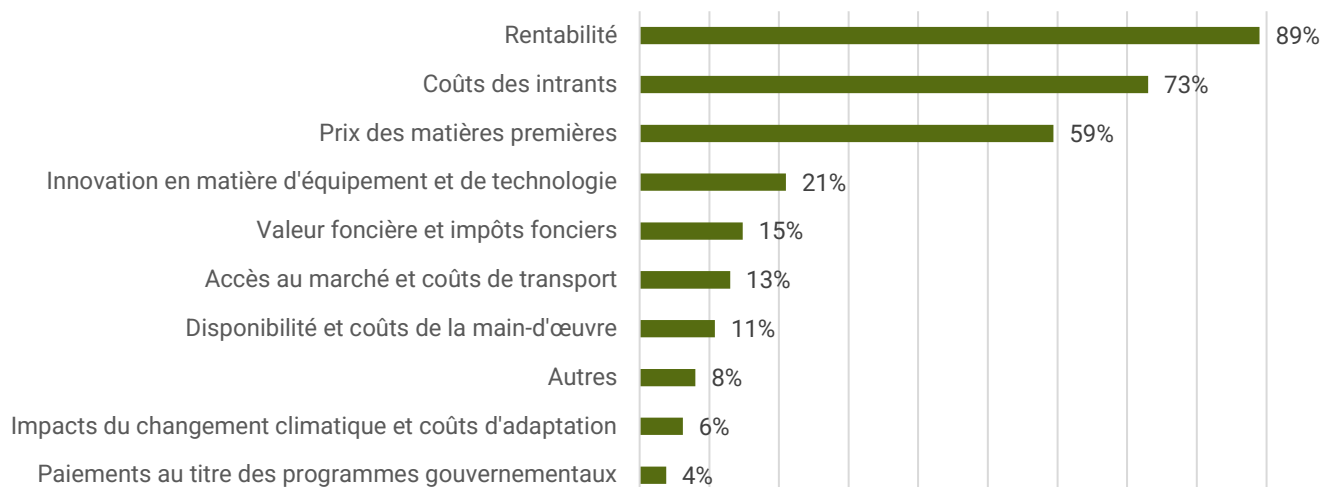
Il est important de faire la distinction entre les taux de participation et les taux d'utilisation. La participation fait référence à la proportion d'agriculteurs qui déclarent s'être inscrits à un programme. L'utilisation mesure la demande pour le programme par rapport au financement ou aux places disponibles. En d'autres termes, elle indique si les programmes sont sursouscrits (plus de candidats que le financement ne le permet) ou sous-utilisés (moins de candidats que les fonds disponibles).

Du point de vue des politiques, cette distinction est importante. Si les programmes sont sursouscrits, la faible participation aux réponses à l'enquête peut refléter la disponibilité limitée du financement du programme plutôt qu'un manque d'intérêt. Si les programmes sont sous-utilisés, le problème réside davantage dans la sensibilisation, la complexité ou la valeur perçue. À l'avenir, l'évaluation des programmes au Canada gagnerait à suivre les indicateurs d'inscription, parallèlement à la participation, afin de mieux distinguer ces scénarios et d'orienter l'allocation des ressources.

Faiblesse des incitations financières

Les incitations financières sont censées encourager les agriculteurs à adopter des pratiques de conservation. Cependant, les résultats de l'enquête indiquent que les programmes de paiement du gouvernement ne sont pas un facteur important pour la plupart des agriculteurs. Seuls 4 % des agriculteurs déclarent que ces paiements influencent leurs décisions en matière d'utilisation des terres, tandis que 73 % identifient le coût des intrants et 59 % citent les prix du marché comme leurs principales préoccupations commerciales.

Les trois principaux facteurs économiques pris en compte dans les décisions relatives à l'utilisation des sols



Cette différence explique en partie pourquoi certains agriculteurs ont converti des paysages naturels en terres cultivées ces dernières années. Les pressions économiques, telles que la hausse des prix des engrais ou les fluctuations des marchés céréaliers, exigent souvent des mesures immédiates. Pour la plupart des agriculteurs, les paiements gouvernementaux pour la conservation n'ont pas le caractère d'urgence ni l'impact financier qui correspondent à ces réalités commerciales.

Au cours des cinq dernières années, avez-vous converti des terres naturelles ou marginales de votre propriété en terres agricoles ?

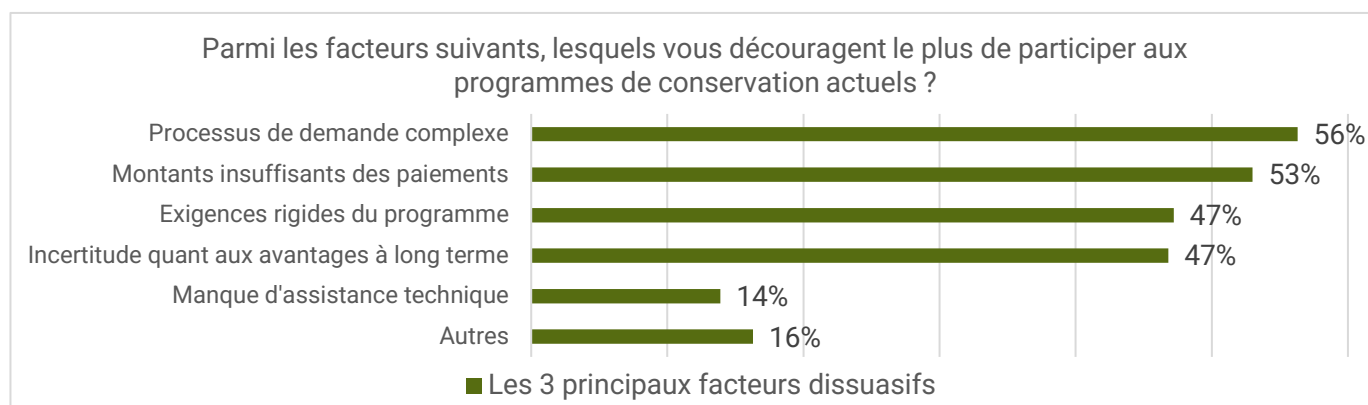


De plus, de nombreux agriculteurs estiment que les paiements proposés ne couvrent pas les coûts réels ou les pertes de revenus liés à l'adoption de pratiques de conservation. L'ampleur des investissements nécessaires pour rendre les paiements de conservation pleinement compétitifs par rapport aux incitations du marché reste une question ouverte, mais les commentaires des agriculteurs suggèrent que les budgets actuels des programmes sont insuffisants pour atteindre ce seuil. En outre, les règles des programmes peuvent être trop rigides, négligeant les différences entre les régions, les types d'exploitations agricoles et les réalités opérationnelles. En conséquence, de nombreux producteurs qui pourraient souhaiter participer sont découragés par des exigences rigides et un soutien insuffisant.

Complexité administrative et conception des programmes

La complexité des formalités administratives empêche de nombreux agriculteurs de participer aux programmes de conservation. Plus de la moitié des agriculteurs déclarent que les formulaires et les demandes sont l'une des principales raisons pour lesquelles ils ne participent pas. Pour ceux qui tentent de le faire, le processus est souvent lent et prend un temps précieux. Les jeunes agriculteurs et les petits exploitants ont tendance à trouver ces exigences particulièrement difficiles à gérer.

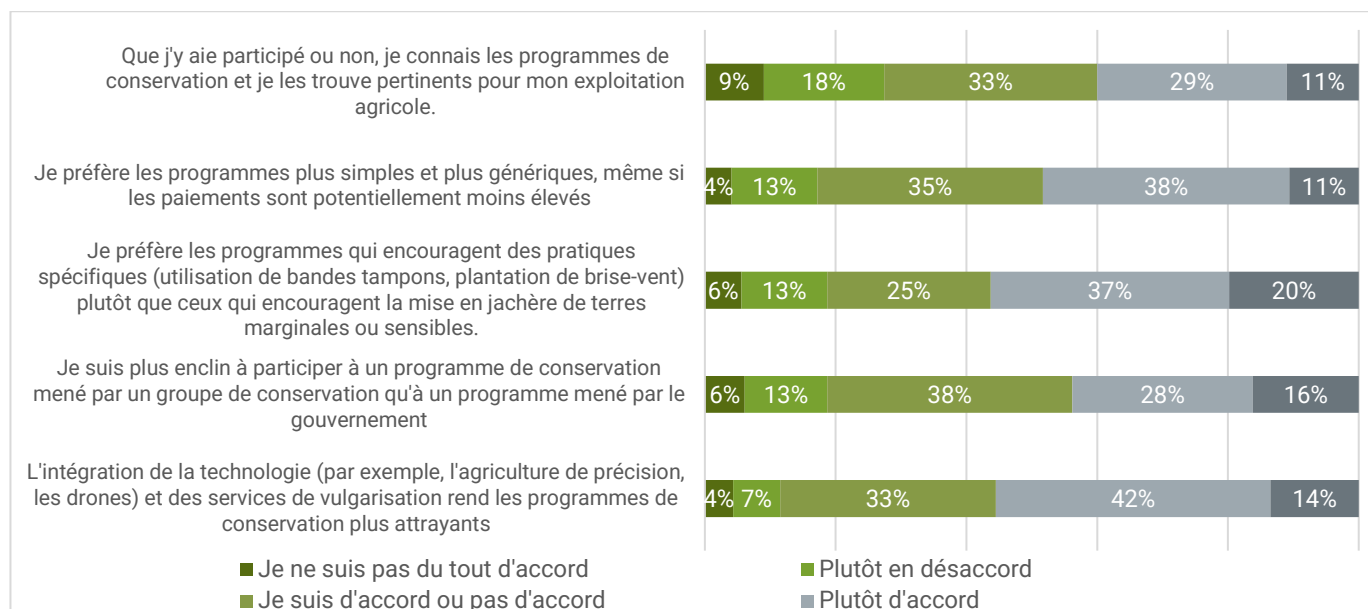
Les agriculteurs réclament un meilleur soutien pratique. Beaucoup souhaiteraient bénéficier de conseils techniques et d'options mieux adaptés à leur exploitation.



Les programmes qui rémunèrent les résultats environnementaux, plutôt que de récompenser uniquement certaines pratiques spécifiques, suscitent un intérêt croissant. Certains souhaitent également avoir le choix entre différentes technologies ou bénéficier d'un soutien adapté à leur région ou à leur type d'exploitation.

Questions relatives à la confiance et à la valeur perçue

La confiance est un élément clé dans la façon dont les agriculteurs perçoivent les programmes de conservation. Beaucoup d'agriculteurs, en particulier ceux de l'est du Canada, se disent plus enclins à faire confiance et à adhérer à des programmes gérés par des groupes de conservation plutôt que par des organismes gouvernementaux. Cela soulève des questions plus larges sur ceux que les agriculteurs considèrent comme de véritables partenaires, plutôt que comme des décideurs lointains.



Près de la moitié des agriculteurs ne sont pas certains que les programmes de conservation offrent des avantages réels à long terme. Ce manque de confiance est une autre raison courante de ne pas participer, avec la paperasserie et les faibles paiements. Sans preuve solide de l'efficacité des programmes et sans communication claire sur leur valeur, il est difficile d'instaurer la confiance, notamment une faible sensibilisation, des incitations financières insuffisantes, des systèmes difficiles à utiliser et des questions persistantes sur la confiance.

Les programmes actuels montrent des signes encourageants : ils existent dans tout le pays et soutiennent de nombreuses bonnes pratiques. Cependant, plusieurs obstacles, notamment une faible sensibilisation, des incitations financières insuffisantes, des systèmes difficiles à utiliser et des questions persistantes sur la confiance, font que la plupart des agriculteurs ne s'engagent pas pleinement ou ne considèrent pas la conservation comme un élément central de leur activité.

Pourquoi l'impact des programmes de conservation reste limité

Alors que la section précédente a mis en évidence les obstacles qui limitent la participation aux programmes de conservation actuels, comprendre pourquoi ces programmes ne sont pas à la hauteur permet d'explorer comment des incitations mieux conçues peuvent motiver un véritable changement qui soutient à la fois les entreprises agricoles et l'environnement.

De nombreux programmes de conservation au Canada suivent des règles, des taux de paiement et des étapes de demande uniformes, indépendamment de la taille ou de l'emplacement de l'exploitation agricole. Si cela a permis une large couverture géographique, les données d'enquête indiquent que cela ne s'est pas traduit par une forte participation ou un impact significatif pour tous les types d'exploitations agricoles.

Ces approches uniformisées ne reflètent souvent pas les réalités diverses auxquelles sont confrontés les agriculteurs, qu'il s'agisse des conditions régionales ou des capacités opérationnelles variables. Sans ajustements pour tenir compte de ces différences, de nombreux producteurs ne peuvent pas ou choisissent de ne pas s'engager pleinement dans ces programmes.

Un système plus personnalisé et à plusieurs niveaux pourrait mieux combler cette lacune. En offrant une variété d'options de programmes adaptées aux différents niveaux d'expérience agricole, à la disponibilité des ressources et aux besoins régionaux, les efforts de conservation ont plus de chances de devenir pertinents et accessibles à un plus large éventail de producteurs.

La taille de l'exploitation et l'expérience des agriculteurs influencent les décisions en matière de conservation

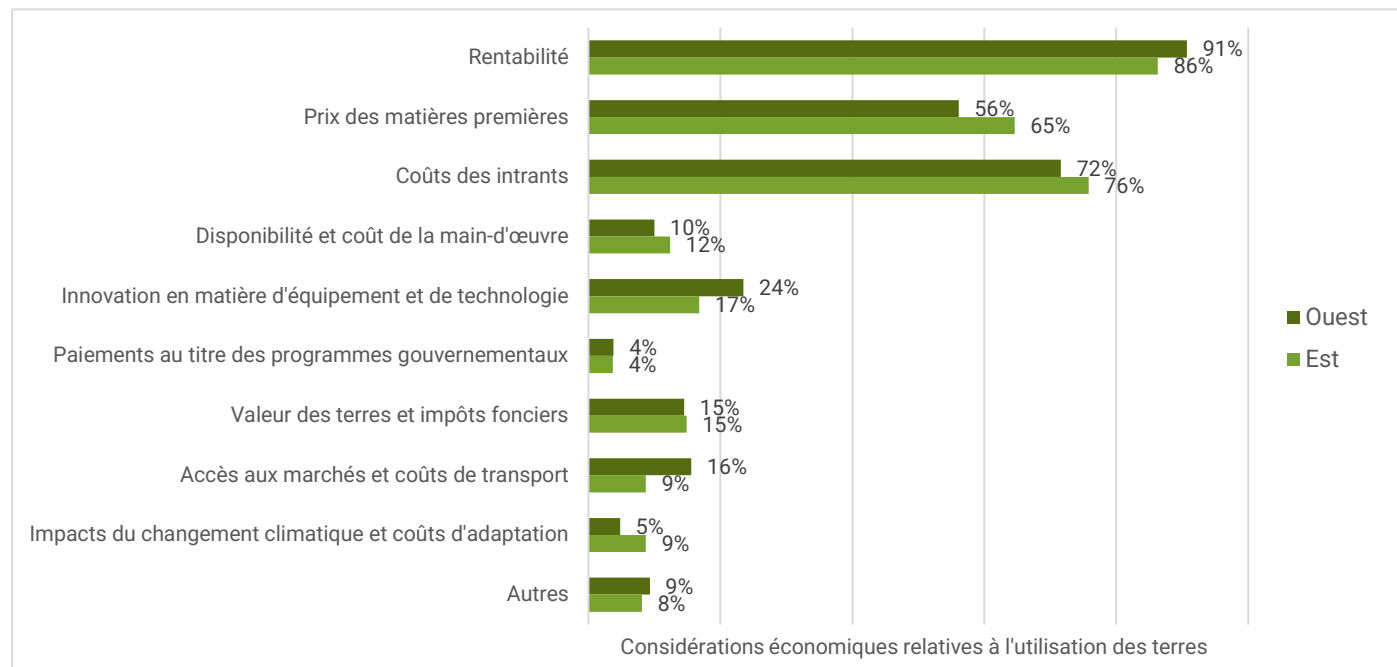
Les réponses à l'enquête révèlent de grandes différences dans la manière dont les agriculteurs perçoivent les programmes de conservation. Les jeunes agriculteurs et ceux qui exploitent de petites exploitations sont plus susceptibles de signaler des obstacles. Par exemple, 43 % des agriculteurs de moins de 35 ans ont déclaré que les processus de demande et de conformité étaient lourds. En revanche, seuls 16 % des agriculteurs âgés de 65 ans et plus ont signalé le même problème.

Les exploitations agricoles plus grandes et mieux établies sont également plus susceptibles de participer à des programmes et d'y rester. Cela peut s'expliquer par une plus grande expérience des systèmes gouvernementaux ou par une plus grande capacité à absorber les tâches administratives. Les petites exploitations agricoles ou celles qui sont nouvelles dans le secteur peuvent manquer de personnel ou de temps pour gérer les formalités administratives et les rapports détaillés.

Des structures de programme permettant des points d'entrée plus simples pourraient rendre la participation plus pratique pour les petites exploitations ou celles qui manquent de temps. En revanche, des options plus avancées ou axées sur les résultats pourraient intéresser les grandes exploitations agricoles capables d'assumer une complexité ou un risque supplémentaires. Cette approche contribue à répartir la participation de manière plus uniforme tout en réduisant les obstacles pour les groupes sous-représentés.



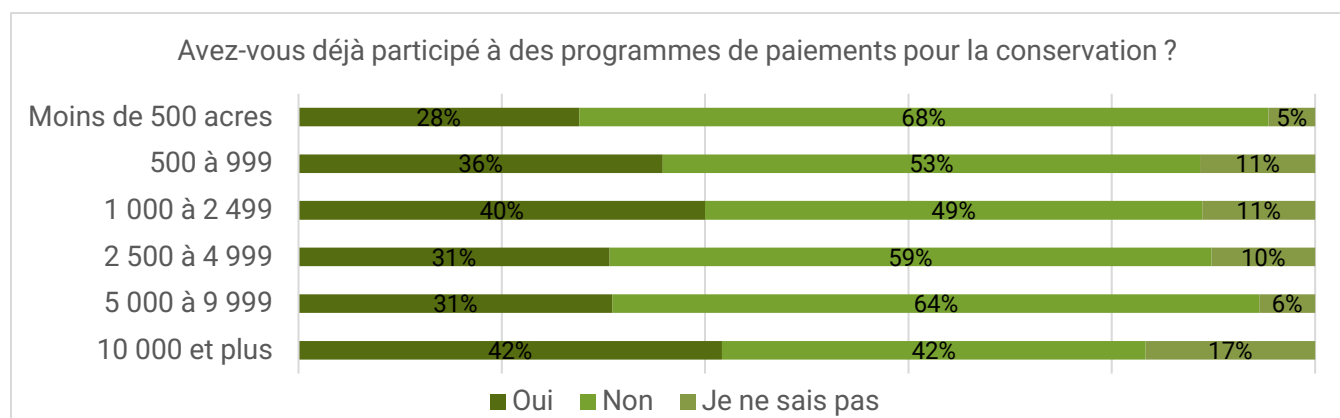
Facteurs régionaux et économiques influant sur les décisions en matière de conservation



Les conditions économiques varient d'une région à l'autre du Canada. Les agriculteurs gèrent des coûts différents selon leur emplacement et ce qu'ils cultivent. Les engrais, les aliments pour animaux, les risques liés aux contrats ou la perte de terres agricoles ont tous des répercussions différentes sur les agriculteurs selon les provinces et les secteurs.

Par exemple, le transport et l'accès aux marchés sont des préoccupations majeures dans l'Ouest canadien. Les coûts des intrants et la pression exercée par le développement foncier sont plus importants dans les régions de l'Est. Ces différences influencent la façon dont les agriculteurs perçoivent les risques, les investissements et les objectifs environnementaux.

Les grandes exploitations agricoles peuvent être en mesure d'assumer des coûts plus élevés et d'essayer des pratiques à plus long terme. Les grandes exploitations agricoles peuvent être en mesure d'assumer des coûts plus élevés et d'essayer des pratiques à plus long terme. Les exploitations plus petites ou plus récentes sont souvent confrontées à des flux de trésorerie plus serrés, à des options de financement moins nombreuses et à une exposition plus importante à la volatilité quotidienne des prix. Une approche flexible pourrait adapter les niveaux de paiement, les exigences en matière de rapports et les objectifs des programmes à ces réalités locales et agricoles.



Les besoins en matière de conservation varient également d'un secteur agricole à l'autre. Les grandes exploitations céréalières, en particulier dans les Prairies, sont confrontées à des obstacles et à des incitations différents de ceux des éleveurs qui gèrent des pâturages. Bien que le présent rapport ne

tente pas de ventilation par secteur, le fait de reconnaître que le secteur du bétail fonctionne souvent avec des seuils écologiques et des pratiques de gestion différents peut aider à élaborer des options de programmes plus ciblées à l'avenir.

Policy recommendations

Pour concevoir des programmes de conservation plus efficaces, il faut d'abord reconnaître les lacunes des approches actuelles. Les résultats de l'enquête et l'expérience du secteur offrent des options pour obtenir un soutien qui correspond à la réalité des agriculteurs canadiens et qui donne des résultats significatifs tant pour l'agriculture que pour l'environnement.

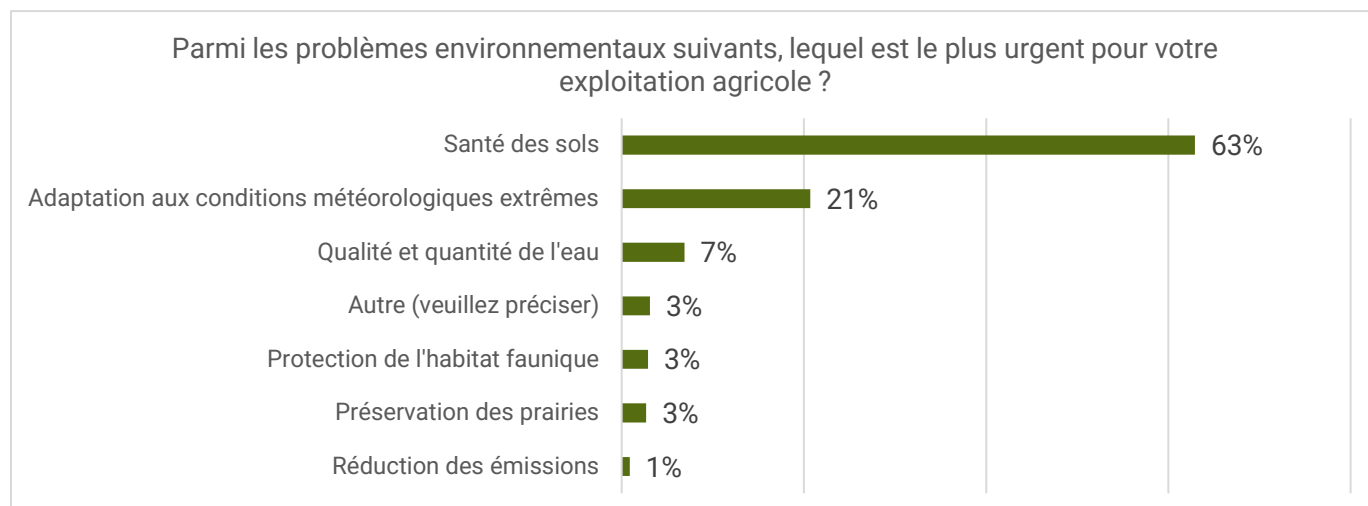
Concentrer les incitations sur des changements qui ne se produiraient pas autrement

Le financement public de la conservation est plus efficace lorsqu'il conduit à des changements qui vont au-delà de ce que les agriculteurs font déjà dans le cadre de leur gestion habituelle. Les programmes ont plus d'impact s'ils ciblent des pratiques nouvelles, difficiles ou coûteuses, telles que la restauration des zones humides, la gestion des prairies ou la création d'habitats pour la faune. Ces activités exigent souvent des agriculteurs qu'ils retirent des terres de la production ou qu'ils investissent dans de nouvelles pratiques, avec un rendement financier direct limité. Les données fournies par Canards Illimités Canada (CIC), notamment dans le cadre [du Programme de conservation du patrimoine naturel](#) et [de la](#)

[campagne Sauvez nos milieux humides](#), démontrent que les incitatifs publics pour ces actions conduisent à des gains réels et mesurables, tels qu'une augmentation du stockage du carbone, une meilleure santé des bassins versants et un habitat plus solide pour la faune en péril.

Les incitations devraient donner la priorité à ce type de résultats, car les marchés ou les réglementations seuls permettent rarement de les obtenir. Par exemple, des initiatives telles que [le programme des zones marginales](#) de CIC prévoient des paiements pour convertir les terres agricoles moins productives en fourrage pérenne, une mesure qui ne serait généralement pas prise sans un soutien ciblé.

Parallèlement, les résultats de l'enquête montrent que la santé des sols est la principale préoccupation de plus de 60 % des agriculteurs. Aligner cette priorité sur le principe d'« additionnalité » signifie concevoir des programmes qui ne se contentent pas de récompenser les pratiques standard, mais qui aident plutôt les agriculteurs à adopter des pratiques avancées ou coûteuses qu'ils ne mettraient pas en œuvre sans soutien. De cette manière, les objectifs commerciaux et les priorités des agriculteurs peuvent se renforcer mutuellement, plutôt que de se diluer.



Rendre les programmes pertinents pour les producteurs

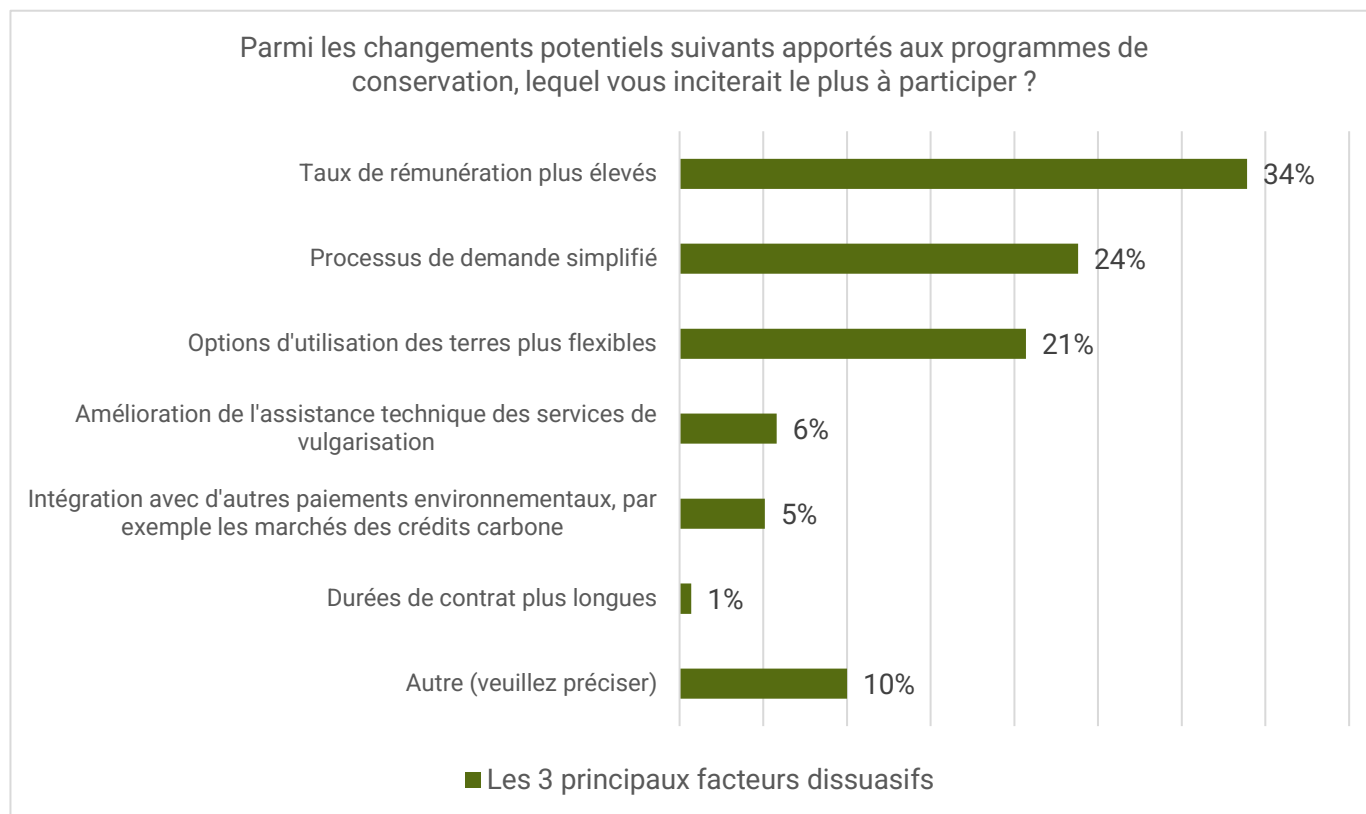
Une fois que les programmes d'incitation se concentrent sur les actions qui ont réellement besoin d'être soutenues, l'étape suivante consiste à les concevoir de manière à ce qu'ils fonctionnent pour les personnes qui mettent en œuvre le changement : les agriculteurs.

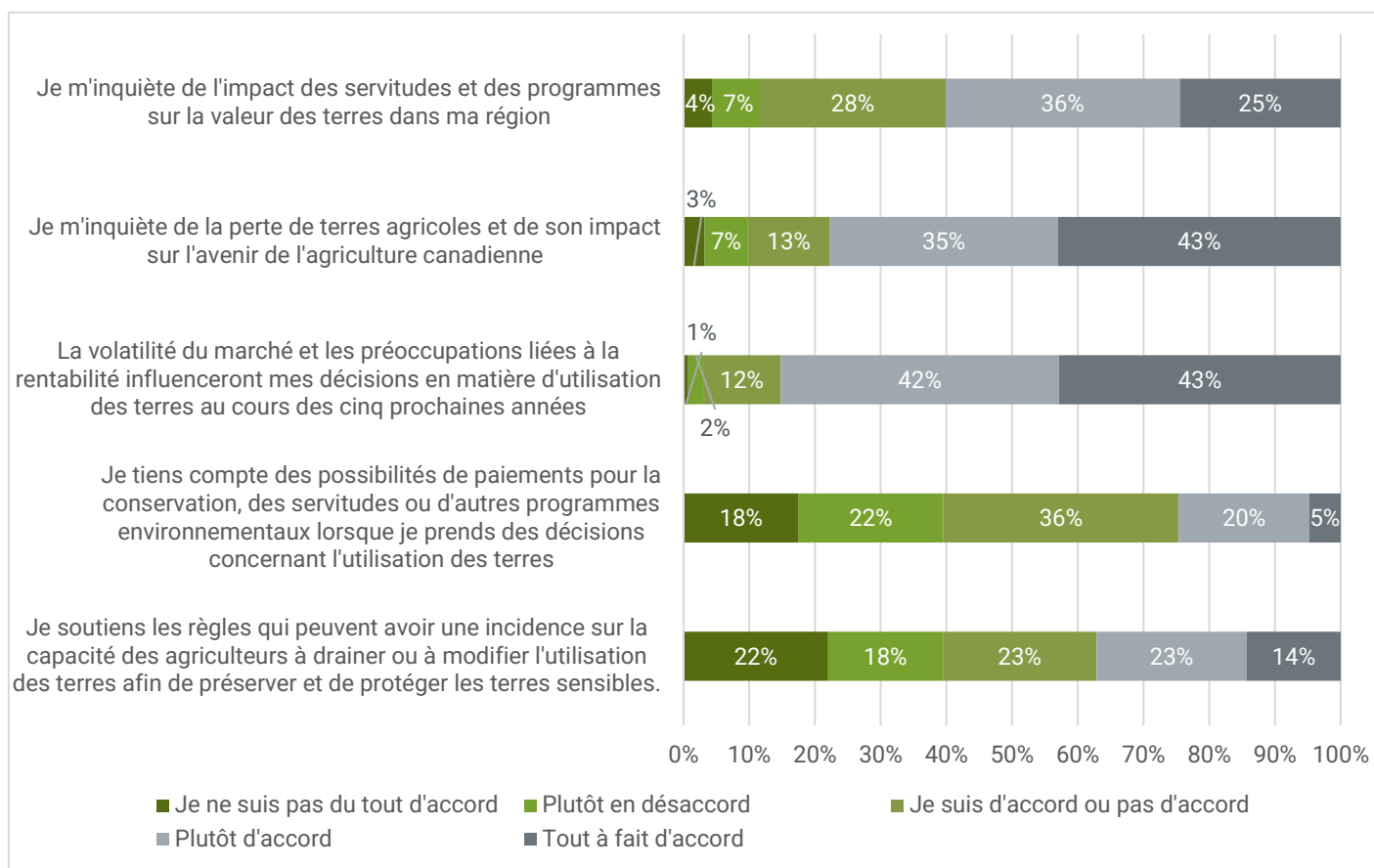
Les résultats de l'enquête montrent que la plupart des agriculteurs souhaitent des programmes plus faciles d'accès, offrant des paiements rapides et adéquats, et permettant une plus grande flexibilité dans la manière d'atteindre les résultats.

Les agriculteurs soulignent également d'importantes différences régionales. Dans l'est du Canada, les taux de paiement plus élevés sont une question prioritaire, ce qui peut refléter la valeur élevée des terres agricoles dans la région et les coûts d'opportunité qui en découlent. Des provinces comme l'Ontario et le Québec connaissent certaines [valeurs foncières les plus élevées au Canada](#), en raison des pressions liées au développement urbain

et à la concurrence pour les terres. Cela augmente le coût d'opportunité financier lié à la mise hors production de terres agricoles ou à la mise en œuvre de changements axés sur la conservation, ce qui signifie que des incitations plus élevées sont souvent nécessaires pour rendre ces options viables pour les agriculteurs. En revanche, les agriculteurs de l'Ouest canadien soulignent que la complexité des demandes et les contraintes liées à la production de rapports constituent des obstacles plus importants. Ces commentaires suggèrent la nécessité de mettre en place des programmes qui suivent une orientation nationale commune, mais qui offrent une certaine souplesse pour s'adapter aux réalités régionales distinctes.

Les agriculteurs sont ouverts aux nouvelles idées. Beaucoup affirment qu'ils seraient plus enclins à participer à des programmes s'ils pouvaient utiliser des outils d'agriculture de précision ou bénéficier d'un soutien numérique pour suivre les résultats en matière de conservation. Ils préfèrent également les options qui lient les paiements aux résultats environnementaux plutôt qu'à la seule réalisation de tâches spécifiques.





Design effective and adaptable conservation programs

L'amélioration des résultats en matière de conservation au Canada dépend de programmes pratiques qui donnent des résultats mesurables dans un large éventail de tailles d'exploitations, de secteurs et de régions. Les modèles uniformes à l'échelle nationale ont des limites évidentes, car les coûts, les climats et les pressions exercées sur le paysage varient considérablement. Des options à plusieurs niveaux, des niveaux de paiement flexibles et des exigences spécifiques à chaque région qui reflètent les réalités du terrain sont des approches qui pourraient rendre les programmes plus pertinents.

Les investissements dans la formation, le transfert de technologies et la recherche appliquée aideraient également les producteurs à adopter de nouvelles pratiques efficaces. Les marchés et les réglementations ne permettent pas toujours à eux

seuls de répondre à tous les besoins en matière de conservation. Des initiatives telles que les programmes relatifs aux terres marginales et les incitations liées aux services écosystémiques sont nécessaires pour atteindre les producteurs confrontés aux obstacles les plus importants.

La collaboration est un autre domaine où des améliorations sont possibles. Les programmes fonctionnent souvent de manière isolée, ce qui crée des risques de double emploi ou de concurrence. Une coordination des efforts entre les gouvernements, les producteurs et les groupes de conservation pourrait réduire les chevauchements, améliorer l'efficacité et renforcer la confiance dans le système.

Les nouveaux défis, tels que l'étalement urbain et l'évolution des normes internationales en matière de durabilité, signifient que les programmes futurs devraient être stratégiquement adaptables afin de soutenir à la fois les résultats environnementaux et commerciaux de l'agriculture canadienne.

Conclusion

Les conclusions présentées dans ce rapport suggèrent que les programmes de conservation ont du mal à adapter leur soutien aux réalités auxquelles sont confrontés les agriculteurs dans les différentes régions et types d'exploitations. La participation continue d'être influencée par des obstacles pratiques, des variations régionales et les priorités au niveau des exploitations plutôt que par la seule conception des programmes.

Les résultats de l'enquête indiquent que les approches qui tiennent compte des contraintes financières, de la complexité administrative et des différences régionales pourraient être mieux à même d'encourager une participation plus large et des résultats plus durables.

Si les programmes de paiements pour la conservation se sont révélés prometteurs dans certains contextes, l'expérience montre qu'une approche uniforme peut négliger la diversité et la nature évolutive de l'agriculture canadienne.

À mesure que la politique de conservation continue d'évoluer, une stratégie flexible et fondée sur des données probantes, attentive aux pressions commerciales et aux besoins écologiques, pourrait aider les programmes à rester pertinents et efficaces. Il est important que les agriculteurs, les décideurs politiques et les groupes de conservation poursuivent le dialogue afin d'affiner ces approches dans l'intérêt de l'agriculture et de l'environnement.